



INFORMATEUR CORSE NOUVELLE  
SETTIMANALE CORSU

SETTIMANALE CORSU  
SETTIMANALE CORSU  
D'INFORMAZIONE  
D'INFORMAZIONE

UN AN DE CRISE SANITAIRE

# TOMORROW? TOO MOROSE!

P5 À 7

Photo PpPics • Pixabay

1,60€



PATRIMOINE

BUNIFAZZIU,  
A SE LENGUA  
P8

KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4  
BRÈVES P20

ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES P22

VIE PRATIQUE P 24 • CARNETS DE BORD P26

ANNONCES LÉGALES P11



S E M P R ' A N C ' À V O I





KAMPÀ

SOCIÉTÉ

TOMORROW? TOO MOROSE! P5 À 7



OPINIONS

PATRIMOINE **A SE LENGUA**

EN BREF ET EN CHIFFRES

POLITIQUE **ÉVALUER LES POLITIQUES PUBLIQUES**

VIE PRATIQUE

POLITIQUE **CARNETS DE BORD**

ANNONCES LÉGALES

P4

P8

P20

P22

P24

P26

P11

## ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™

## RÉDACTION

Directeur de la publication – Rédacteur en chef:

Paul Aurelli

(Heures de bureau 04 95 32 89 95 – 06 86 69 70 99)

journal@icn-presse.corsica

Chef d'édition:

Elisabeth Milleliri

informateur.corse@orange.fr

(Heures de bureau 06 44 88 69 40)

1<sup>er</sup> secrétaire de rédaction:

Eric Patris

eric.patris-sra@icn-presse.corsica

(Heures de bureau 06 44 88 66 33)

## BUREAU DE BASTIA

1, Rue Miot (2<sup>e</sup> étage), 20200 BASTIA

• Secrétariat Bernadette Benazzi

Tél. 04 95 32 04 40 (Heures de bureau 06 41 06 58 36)

gestion@corsicapress-editions.fr

• Annonces légales Albert Tapiero

Tél. 04 95 32 89 92 (Heures de bureau 06 41 58 40 23)

AL-informateurcorse@orange.fr

## CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia,

Tél. 04 95 32 89 95

Société locataire-gérante des titres et marques

Principaux associés: PA, JNA, NCB, JFA, GA, AG, RL, PML0.

## IMPRIMERIE

AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia

CPPAP 1125 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR

Alliance de la Presse d'Information Générale

Fondateur Louis Rioni

## À MODU NOSTRU

## Narghilè, narghilè

S ò maghjurarîi i patroni di bars è di ristoranti chî rispettani i leghji chî li sò simposti da u guvernu francesi par via di a Covid 19 nant'à tuttu u tarritoriu. Hè un annu ch'elli ùn poni più travaghjà com'elli a vulariani fà è certi ani chjosu pà sempri i porti di i so stabilimenti. Una disgrazia. Ma, ci n'hè d'altri chî ani trovu una sumiglia di suluzioni, prupunendu di purtà i ripasti in casa à i clienti, o ancu à ss'ultimi di vena à circà i so cumandi sopralocu. Eppo c'hè un'ultima categoria di profizionali, quilli chî cuntinueghjani à tutti i patti a so attività inde a clandestinità. S'elli sariani pochi, certi cumenciani à fassi chjappà, è micca solu inde i cità maiò è mezani di u cuntinenti. Hè statu u casu in Corsica pocu fà, inde un «bar à chicha» di u corsu Nabuliò, in Aiacciu. Soca c'era un'animazioni impurtanti pà ssi lochi di a Cità imperiali, vistu chî a pulizza s'hè affaccata a simana passata. Una visita micca pà fumà è godasi una stonda di piacè è di spartera, a pinseti bè. Duranti st'azzioni di i forzi di l'ordini, 17 clienti sò stati cuntrullati è virbalizati par ùn avè nè mascari nant'à elli, nè rispittatu u coprifocu. È à u nivellu naziunali, affari simuli si multiplicheghjani. In Île-de-France, nienti chî ind'a nuttata trà sabbatu è dumenica scorsa, ci sò stati intarvinzioni numarosi inde appartamenti chî accoglini certi volti più di centu parsoni, inde un bar-discoteca, ma dinò, u più inaspittatu, inde i casali di un'intrapresa cù più di 200 omi è donni nentru! Piombu! Ma, ùn semi micca quì pà rivindicà u titulu di campioni di u rispettu di a leghji. Aldilà di i profizionali chî volini stantà u so pani, c'hè una pupulazione chî suffoca, carca d'idei neri pà i più debbuli è chî t'hà bisognu di rifiatà. È ci voli à sentala, è à ascoltalla, chî quì dinò, si «ghjoca» un drama tamantu. ■

Santu CASANOVA

Vous aimez écrire et/ou prendre des photos?

Vous avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?

Vous souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?

Vous vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Vico, celle de Bonifacio ou le Sartenaïs?

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE CLP D'ICN

Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica

## LES RIDEAUX ROUGES

**Plus ou moins confiés aux bons soins de l'assistance publique**, il est, dans la France actuelle, une catégorie d'orphelins abandonnés par leur mère putative. Une mère nourricière porteuse, en la forme, de belles promesses, mais chiche en lait maternel. Confortablement insérée dans la société, avec biens au soleil, pignon sur rue et fenêtre sur cour, elle n'en est pas moins, de fait, mère absente. Il convient cependant d'admettre, car il n'est jamais glorieux de tirer sur la pianiste d'un cinéma muet, que, loin d'avoir le second rôle qui devrait lui revenir dans un vaudeville où les portes claquent et où les amants giflent les maris, elle se trouve présentement remise au rôle de douzième hallebardier, côté jardin d'un théâtre de verdure en trompe-l'œil. Non loin des petites mains calleuses des machinistes. Sans pour cela compatir à leurs maux. Pourquoi pareille mère porteuse de quelques espoirs participe-t-elle à pareille pantalonnade? Pourquoi n'en vient-elle pas à regimber? Pourquoi se refuse-t-elle à jouer les mégères à apprivoiser? Pourquoi hésiter à démissionner avec fracas? C'est que, voyez-vous, il ne suffit plus de traverser la rue sur un coup de tête ou un coup de cœur pour trouver une sinécure. De la Butte aux Nuits de la guitare à Patrimonio, pour les gens de scène et d'écriture, lever le rideau ou lever la jambe en cadence, monter une pièce ou une gamme, descendre le grand escalier, taper le bœuf dans une cave sans que la SPA y trouve à redire, sont, entre autres, désormais interdits: décisions prises en haut lieu! Au motif que les arts ne sont pas essentiels! On reste confondu à l'ouïe de pareils propos, émis par des gens élevés au grain dépourvu de toute ivraie, en batterie, dans les meilleures fermes de l'Hexagone, auréolés du label France, bardés de diplômes prestigieux, et parfois d'un lard digne des Frères Troisgras. On ne saurait tout savoir. Il est toutefois difficile de leur pardonner d'ignorer que l'art, cet anti-destin cher à Malraux, fut de tout temps un précieux adjuvant thérapeutique. Passe encore de ne rien savoir de David usant du son de sa harpe pour soulager Saül de la passion que lui donnait le mauvais esprit. D'Asclépiade qui préconisait le chant pour calmer les déments. D'Aulu-Gelle, mais aussi de Théophraste, s'accordant, eux, à dire que chant et musique soulageaient les douleurs sciatiques et la goutte articulaire. Quant aux sons de la flûte et de la guitarra morisca, ils étaient souverains pour réveiller les tarentollati. Oui, passe encore. Mais ignorer que le rire, ce propre de l'homme, combat efficacement, l'atrabile ou bile noire, responsable de la mélancolie, a de quoi laisser pantois. À l'heure où la Covid-19 fait des ravages, négliger le recours au divertissement pascalien au sens le plus large du terme, pour oublier, un tant soit peu, que la mort est le lot de tout être humain, est plus que consternant. Comment détruire les murs de pareil ghetto? Saltimbanques, baladins, stars du show-bizz, auteurs, compositeurs, interprètes, mimes, concertistes en renom, intermittents du spectacle et tous ceux qui œuvrent en coulisses, se proposent de s'armer de leurs brigadiers injustement mis à pied, pour frapper en haut lieu les trois coups afin que se lèvent à nouveau les rideaux rouges. Mission impossible? C'est pas dit. Guignol armé de sa batte y est souvent parvenu dans les jardins du Palais du Luxembourg. ■ **Paulu Santu**  
MUSÉ-PUGLIESI

## H U M E U R

## Merdoyer

Quand tout un chacun réinvente le lexique au gré de sa petite propagande personnelle, il est bon de revenir aux bases, au solide. Citons donc le Larousse: «Merdoyer: Très familier. S'empêtrer dans ses réponses; avoir des difficultés pour faire quelque chose.» Difficile de nier que le verbe et sa définition s'appliquent parfaitement, et sans sévérité aucune, à l'exécutif français dans la gestion de la crise sanitaire. À l'interminable litanie des mensonges, des errements, des revirements, des foutaises, des erreurs, des opérations de «compol» foireuses, des imprécations, des anathèmes et des discours contradictoires vient de s'ajouter la cacophonie vaccinale. Nul ne sait s'il y aura assez de doses pour atteindre les divers objectifs que les ministres fixent jour après jour, ni même si les doses arrivées seront utilisables, ou promises à la poubelle par décision de l'ARS.

Ce fiasco vient s'empiler sur le monceau de problèmes plus ou moins bien abordés par les gens «responsables»: les étudiants claquent toujours du bec, les patrons de bar-restaurant agonisent, le monde de la culture bouillonne, les écoles diffusent la contagion au nom de la «fierté nationale», et la liste n'est hélas pas exhaustive. Comment s'étonner donc que le niveau du moral des Français ait fini par s'écraser au sol, comme le montre l'étude Ifop-Aladom dont nous faisons l'écho cette semaine. Il n'est malheureusement pas impossible qu'un forage profond devienne nécessaire dans les mois qui viennent pour aller effectuer les relevés: rien de plus néfaste dans un contexte aussi gris et déprimant que l'apparition d'un nouveau «variant» passant sous les radars, baptisé illico «breton» mais que d'aucuns se plaisent à appeler «Macron», tant il doit son existence à la libre circulation du virus.

Alors, bien sûr, tout le personnel politique «en charge» vient exhorter le populo à «tenir bon», à accorder une confiance accrue à ce président qui «prend toujours les bonnes décisions». On entend même un député LREM -du courant absentéiste- qui après avoir affirmé qu'il «se foutait» de ce qui se passait en circonscription, déclare «Le Covid, c'est ce qui est arrivé de mieux au Président, il s'en trouve renforcé parce qu'il a la confirmation qu'il est sur la voie à suivre.» Et, telle Sœur Anne surveillant ladite voie, l'opinion publique répond: «Je ne vois que le virus qui croît et le gouvernement qui merdoie.» Une réponse qui reste encore bien gentille: tout jour «gagné» suite au «pari» de M. Macron voit plusieurs centaines des gens dont il est censé assurer la protection perdre la vie, et un nombre indéterminé d'entre eux est atteint d'une forme longue de la Covid. En ces jours d'anniversaire de confinement - sans nul doute un événement à commémorer dans les années qui viennent, avis aux pros de la chose qui voient s'éloigner le filon Napoléon - la pâle lueur de la bougie est éclipsée par les plus de 90 000 cierges funéraires allumés depuis 2020. ■ **Eric PATRIS**



UN AN DE CRISE SANITAIRE

# TOMORROW? TOUT MOROSE!



*Alors... Satisfaits ? Confiants pour la suite ? Ben pas trop, non. À l'occasion de l'anniversaire du premier confinement en France, le 17 mars 2020, l'Ifop a réalisé pour Aladom une étude comparative entre la France et l'Allemagne, afin de dresser un bilan de l'action des autorités face à la Covid-19 (tests, masques, vaccins...) et d'évaluer les conséquences d'un an de crise sanitaire sur la santé mentale et la vie sociale des populations. Les résultats sont sans appel : entre ras-le-bol et moral dans les chaussettes, les Français s'estiment plus mal lotis que les Allemands et jugent plus durement leurs dirigeants nationaux.*



## « La comparaison entre la France et l'Allemagne sur la gestion de l'épidémie de Covid est assez cruelle pour le gouvernement d'Emmanuel Macron. »

**L**e 17 mars 2020, les Français se retrouvaient astreints à un confinement strict, pour une durée alors indéterminée. Quelques jours auparavant, pourtant, beaucoup d'entre eux en étaient encore à croire qu'ils ne connaîtraient pas le même traitement que leurs voisins d'Italie dont le « lockdown » était présenté depuis la France comme la conséquence d'une mauvaise appréciation puis d'une mauvaise gestion de la situation. Eppure... La population française aura in fine connu elle aussi, 55 jours durant, le rituel du tintamarre et des salves d'applaudissements à heure fixe, pour saluer et encourager les femmes et hommes qui se battaient en première ligne, bien mal armés du reste. Malgré les contraintes, malgré la tristesse voire la colère, il y avait de la solidarité et de l'espoir dans l'air. Certains se sont même autorisés à croire que de cette épreuve, de ces deuils, il sortirait peut-être quelque bien, un « monde d'après » plus juste, plus fraternel, moins consumériste. Un an plus tard, qu'en est-il ? Pour tenter de répondre à cette question, l'Ifop a réalisé une enquête\* auprès de citoyens français et allemands, pour le compte de la société de services à la personne Aladom.

Il apparaît que plus de deux Français sur trois (69%) ont un jugement négatif sur le bilan des autorités de leur pays en matière de vaccins, alors que moins d'un Allemand sur deux (43%) se montre critique sur cette question. Un peu moins sévères sur la question des tests, les Français sont cela dit beaucoup plus critiques que les Allemands à l'égard de leur gouvernement sur la question des tests (51% vs 36%) comme sur celle des masques (51% vs 31%). Les plus fortes critiques en France émanent des femmes (71% contre 67% chez les hommes), des habitants de province (70% contre 66% pour Paris) et plus particulièrement des communes rurales (79% contre 64% pour l'agglomération parisienne et 67% pour les communautés urbaines de province).

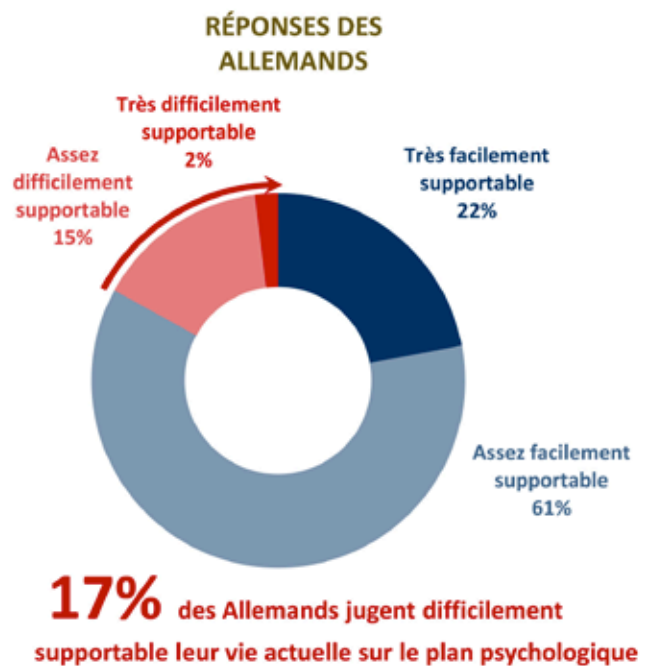
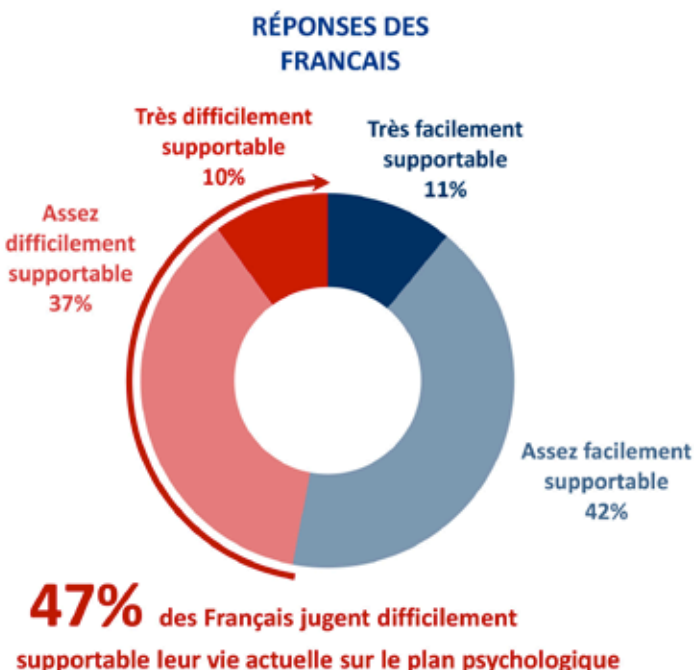
L'Ifop a également invité les sondés à comparer la gestion de la crise lors de ces 12 derniers mois dans leur pays avec celle d'autres pays européens. Et là encore, l'insatisfaction domine : 44% des Français estiment que le gouvernement d'Emmanuel Macron a fait « moins bien » que l'Allemagne, contre à peine 28% qui trouvent qu'il a « fait mieux » et 28% « aussi bien » que le gouvernement d'Angela Merkel... Même jugement vis-à-vis de la Suède. À l'inverse, ils ont le sen-

timent que la France a fait mieux que des pays du Sud de l'Europe comme l'Espagne et plus encore l'Italie : 36% de Français estiment qu'on a fait mieux chez eux, mais ils sont cela dit 33% à penser que le gouvernement italien n'a fait ni mieux ni moins bien que le gouvernement français. De leur côté, les Allemands sont 38% à estimer que leur gouvernement s'est mieux débrouillé que le gouvernement français, mais ils sont plus partagés sur la question de la gestion italienne : ils sont 40% à estimer que leur gouvernement a fait mieux et 40% à estimer qu'il a fait moins bien.

Autre différence entre Français et Allemands, l'impact psychologique de la crise sanitaire. En France où, sur les réseaux sociaux, on aime tant stigmatiser les « fragiles », la proportion de personnes reconnaissant ne pas avoir le moral s'élève à 30%, soit près de deux fois plus élevée que celle observée juste avant l'apparition du premier cas de Covid en France (16% en novembre 2019). Alors que 23% des Allemands qualifient leur moral de « mauvais ». S'agissant du retentissement de la crise sanitaire en termes de troubles psychologiques, les Français sont aussi plus affectés que leurs voisins d'outre-Rhin, qu'il s'agisse de troubles du sommeil, d'épisodes de dépression ou de pensées suicidaires, l'écart le plus important entre les deux pays concernant l'apparition d'épisodes intenses de stress, de nervosité ou d'anxiété : 40% contre 26%. De même, près d'un Français sur deux (47%) juge difficilement supportable sa vie actuelle, dont 10% pour qui elle est « très difficilement supportable » sur le plan psychologique, soit une proportion trois fois plus élevée qu'en Allemagne (17%) où 2% seulement trouvent que la situation est « très difficilement supportable ». Parmi les Français qui supportent le plus mal leur situation actuelle, on trouve les femmes (51% contre 42% d'hommes), les habitants de la région parisienne (51% contre 46 des habitants des autres régions), les célibataires, qu'ils aient ou non un partenaire occasionnel (49%), les 18-24 ans (52%) et les chômeurs (57%).

Pour Gautier Jardon, chargé d'étude confirmé à l'Ifop, au vu de ces résultats, « la comparaison entre la France et l'Allemagne sur la gestion de l'épidémie de Covid est assez cruelle pour le gouvernement d'Emmanuel Macron. En échappant à un confinement strict et un couvre-feu national et durable, la société allemande a semble-t-il évité également le traumatisme collectif qui a largement affecté

### DIRIEZ-VOUS QUE SUR LE PLAN PSYCHOLOGIQUE, LA VIE ACTUELLE EST... ?



## Aujourd'hui, 76 % des Français sont prêts à reprendre à leur compte l'affirmation de Michel Houellebecq qui estimait que le monde d'après « serait le même, en un peu pire. »

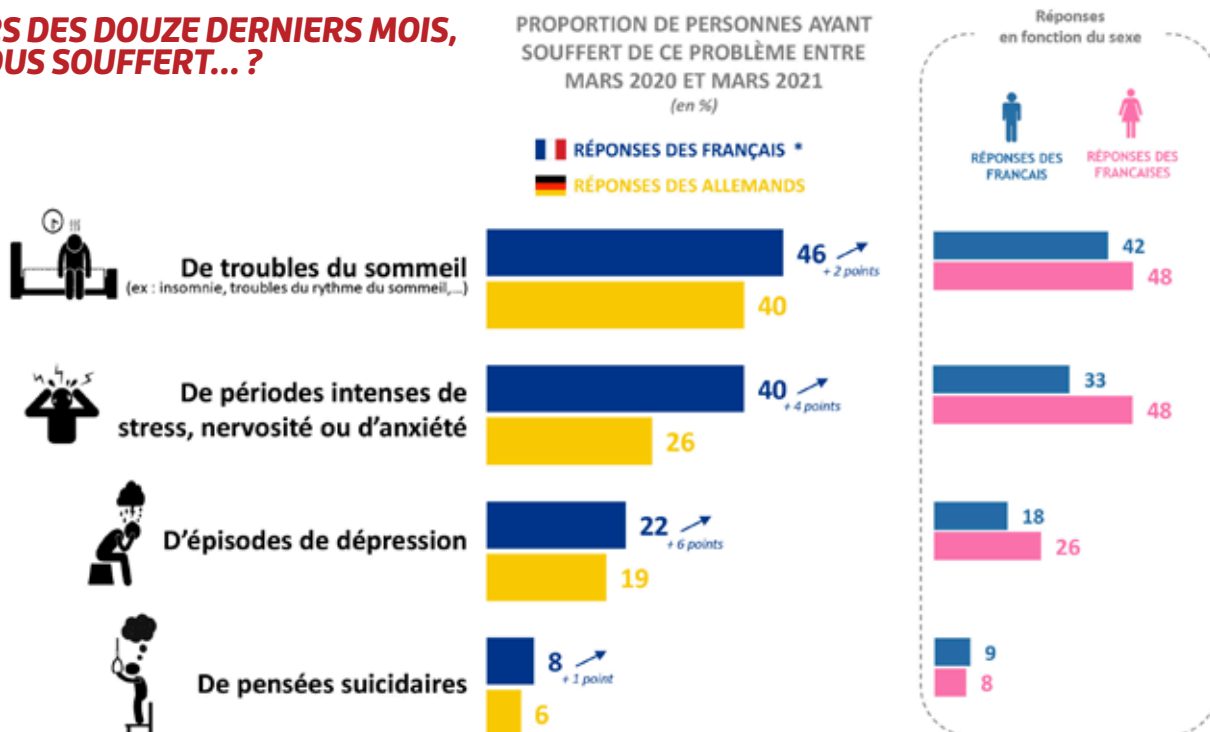
la société française au cours des douze derniers mois. Les autorités allemandes se sont notamment distinguées par une stratégie de tests et de fourniture de masques plus rapide, une offre beaucoup plus forte de lits de réanimation et un débat public plus apaisé. Conséquence logique, les ravages psychologiques du coronavirus sont bien moindres de l'autre côté du Rhin, imputables aux différences de gouvernance médicale, administrative et politique. »

Reste que s'ils sont plus mécontents que leurs voisins allemands, les Français semblent donner raison au comédien Niels Arstrup\*\* et se montrent dans l'ensemble de bonne composition : les recommandations pour lutter contre la propagation du coronavirus, comme le respect des fameux « gestes barrières », semblent être globalement entrées dans leurs mœurs. En témoignent notamment les faibles proportions de ceux qui disent se présenter aujourd'hui à des inconnus en leur serrant la main [10% le 4 mars 2021, contre 75% le 5 mars 2020] ou en leur faisant la bise [9% actuellement, contre 40% il y a un an]. Toutefois, la proportion de ceux qui continuent à faire la bise à leurs proches, quoiqu'en baisse sensible, reste élevée [39%, contre 91% le 5 mars 2020], signe que le degré de proximité altère toujours l'impact du discours de prévention sanitaire sur les gestes barrières. Et ils ne sont que 28%, contre 37% des Allemands à n'avoir reçu personne lors de ces 3 derniers mois. Il est vrai que de ce point de vue, entre un ex-président et son épouse multipliant les embrassades devant les caméras en mode « le Covid ? Même pas peur ! », des « repas de travail » ministériels pléthoriques, des grands noms des médias qui fréquentent les restaurants clandestins et une conception du port du masque et de la distanciation sociale très personnelle de la part de certains membres du gouvernement, l'exemple n'est pas franchement venu de haut. Il n'en demeure pas moins que la crise sanitaire pourrait bien avoir raison de la pratique de la bise : 78% des Français déclarent qu'ils n'en feront plus à l'avenir à des inconnus et 50% qu'ils éviteront d'embrasser leurs proches. De même, le port du masque ne devrait pas disparaître de notre quotidien de sitôt puisque 74% des sondés français affirment qu'ils le porteront à l'avenir dans la rue et les transports publics lorsqu'ils seront malades... proportion qui tombe cependant à 35% lors de la visite d'un ami et à 31% s'il s'agit d'un membre de la famille.

Cette crise pourrait être, pour certains, le moteur d'un nouveau départ ou du moins de changements dans la vie de certains : 34% des sondés français déclarent que l'expérience qu'ils sont en train de vivre leur a donné l'envie de changer pas mal d'aspects de leur vie, soit une proportion largement supérieure à celle observée en Allemagne qui est de 26%. Parmi ces changements, l'envie de déménager est évoquée par 21% des personnes interrogées (avec des pointes à 36% et 33% chez les 25-34 ans et les plus modestes), soit une hausse de 3 points depuis mai 2020. À l'inverse, le télétravail continuera d'être pratiqué après la crise, certainement ou probablement, par 36% d'entre elles [ - 3 points par rapport à mai 2020]. Quant à ce qu'il reste des espoirs liés au « monde d'après », la réponse semble se résumer à « pas grand-chose ». En effet, aujourd'hui, 76% des Français sont prêts à reprendre à leur compte l'affirmation de Michel Houellebecq qui estimait que le monde d'après « serait le même, en un peu pire ». Au reste, pour 71% des sondés français, il n'y aura jamais véritablement de retour à la normale y compris lorsque le virus ne sera plus un sujet de préoccupation majeure. Perspective d'autant plus morose que 66% d'entre eux considèrent aussi avoir perdu un an de leur vie, sentiment qui atteint 75% chez les ouvriers, 72% chez les personnes les plus pauvres et 70% chez les 65 ans et plus. L'usure psychologique des Français, continue donc, souligne Gautier Jardon « de s'accroître implacablement, notamment parmi les personnes déjà fragilisées avant le confinement. Les humains souffrant naturellement de ce que les anglo-saxons nomment « skin hunger » [faim de contact physique], il n'est pas surprenant de voir que les plus touchés sur le plan moral se retrouvent également parmi ceux qui sont le moins exposés à des interactions humaines. Cette disette de contacts physiques imposée par la nécessité sanitaire est donc en train d'engendrer un autre problème de santé publique. » ■ PMP

\*Étude Ifop pour Aladom, réalisée par questionnaire auto-administré en ligne : du 3 au 4 mars 2021 auprès d'un échantillon de 1 048 personnes, représentatif de la population résidant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus ; et du 7 au 9 mars 2021, auprès d'un échantillon national représentatif de 1 003 Allemands, âgés de 18 ans et plus.  
\*\* Le 24 janvier 2021, sur France 2, il déclarait : « Je crois que les Français sont drôlement gentils, depuis un bon moment. Depuis pratiquement une année. Ils font tout ce qu'on leur demande, tous les efforts qu'ils peuvent. »

### AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS, AVEZ-VOUS SOUFFERT... ?



\*Évolution par rapport à une étude Ifop pour Consolab réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 4 au 5 novembre 2020 auprès d'un échantillon de 2030 personnes, de la population française âgée de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine





# A SE LENGUA

*En moyenne, 25 langues disparaissent chaque année de par le monde,  
faute de locuteurs, faute d'avoir été préservées.*

*Le bunifazzin, cet « isolat ligure » qui participe de la particularité de Bonifacio  
pourrait un jour connaître le même sort.*

*Toutefois, ceux qui l'étudient et le parlent encore n'ont pas dit leur dernier mot.*

*Rencontre avec Léo Pieracci, défenseur de sa langue maternelle.*



**B**onifacio est une ville singulière qui cultive ses différences. Perchée sur des falaises calcaires lorsque le reste de l'île est granitique ou schisteux, reliée au reste de la Corse par une minuscule presqu'île, plus vieille cité de Corse fondée par un comte pisan, qui s'est battue pour rester génoise, y compris durant la période d'indépendance, elle a également eu l'autorisation de frapper monnaie. Ne dit-on pas d'ailleurs qu'il y a les Corses et...les Bonifaciens ou que Bonifacio est «une île dans l'île»?

Parmi ses particularités, dont certaines sont dérivées de querelles de clochers entre villages et de macagna ou encore reposent sur des réalités historiques plus ou moins idéalisées, il en est une qui ne souffre d'aucune contestation et fait la fierté de ses habitants: sa langue. Une langue qui, malgré la faiblesse démographique de la ville et ses limites géographiques, puisqu'elle est parlée et comprise uniquement à l'intérieur de la citadelle, a su résister durant huit siècles; d'abord à la langue corse, sa proche cousine, puis, surtout, à la francisation à marche forcée depuis 1769. Aujourd'hui, il ne reste tout au plus qu'une petite centaine de locuteurs. Sans doute l'ultime génération. Une extinction programmée du fait des bouleversements démographiques, de la disparition des locuteurs de naissance et de l'absence de transmission aussi bien dans les familles qu'au niveau de l'éducation.

La longévité sur plusieurs siècles de cette langue, enclavée en Corse sur quelques kilomètres carrés, mais parlée à son apogée, au plus fort de la domination génoise, par plus de 2 millions de locuteurs dans l'aire méditerranéenne, est en soi une gageure. Qui peut s'expliquer dans un premier temps par la position géographique de la ville, et son isolement quasi-total du reste de la Corse jusqu'à la conquête française, mais aussi et surtout par l'attachement des Bonifaciens à leur langue, socle de cette âme bonifacienne et qui fait encore leur fierté.

Une enquête ethnographique, réalisée auprès de soldats corses dans les camps de prisonniers allemands lors de la Première Guerre mondiale, entre 1916 et 1917, nous révèle une anecdote truculente, résumant le sentiment particulier qui animait les Bonifaciens, les liens qui les unissaient à leur langue et l'attachement de ces derniers à celle-ci.

En effet, dans cette étude\*, dont les travaux sont menés par l'historien Sébastien Ottavi et le service de la recherche et de l'inventaire de la Collectivité de Corse, nous découvrons d'abord l'héritage culturel, linguistique et musical de la Corse au XIX<sup>e</sup> siècle, mais surtout un dénommé Jean Mammudda, originaire de Bonifacio. Âgé de 35 ans lors de sa capture par les Allemands, il est enregistré pour cette étude linguistique en même temps que sept autres prisonniers originaires d'autres micro-régions de l'île: Castagniccia, Alta Rocca, Corti, Balagna ou Bastia. Et lorsque les fiches d'enquêtes phonographiques mentionnent la langue maternelle de chacun d'entre eux, sept déclarent comme langue maternelle le corse alors que Jean Mammudda indique parler un «génois corse de Bonifacio»! Un «*gennesischer corsich von Bonifacio*»! Le linguiste allemand,

chargé d'identifier les parlers des soldats corses, isolera d'ailleurs dans son rapport final deux langues bien distinctes. Une distinction parfaitement déterminée par leur classification allemande: le corse avec ses dissonances locutives en fonction de l'aire géographique [«*corsich von Bastia*» soit «le corse de Bastia», «*zentral corsich*» c'est à dire le «corse de la région cortenaise» ou encore le «*corsich von Sartène*») et... «*gennesischer dialect*» qui définit le «*dialecte génois*» parlé par Jean Mammudda. Sans aucune référence, donc, au corse.

Au delà de l'anecdote, il apparaît donc clairement que le «*bonifacien*» n'appartient pas à l'ensemble «corse», linguistiquement parlant, bien sûr. Et qu'il se rattache à l'aire ligurienne orientale, enraciné par les vagues de colonisations génoises depuis 1195 qui ont opéré une véritable substitution de population au sein de la citadelle. Il est à noter que cette vieille langue n'est pas l'apanage de l'aire bonifacienne, et que l'on en retrouve trace de l'autre côté des Bouches de Bonifacio, sur l'île sœur, à Carloforte, ancienne place-forte génoise également, ou encore à Calasetta.

Si les premières données linguistiques la concernant remontent au XIX<sup>e</sup> siècle, avec la traduction de la parabole de l'enfant prodigue, l'analyse faisant référence sur le sujet est celle de Bottiglioni parue en 1928, *L'antico Genovese e le isole linguistiche sardo-corso*.

Dès lors, penchons-nous sur les caractéristiques de la langue bonifacienne en compagnie de Léo Pieracci, jeune locuteur bonifacien et membre actif de l'association Di Ghi di Scé, qui met un point d'honneur à défendre, transmettre et promouvoir cet antique parler génois.

«*La caractéristique principale de la langue bonifacienne, qui s'entend à l'oral et se voit à l'écrit, est le «ü».* Par exemple, lorsque l'on veut dire un oiseau, «un acellu» en corse, en bonifacien on va dire «ün osgilu» [prononcer ün osgilou]. Ce «ü» est un marqueur de notre langue». Autre fait marquant, et non des moindres, l'absence de subjonctif présent. «*Ce temps et ce mode de conjugaison n'existent pas en bonifacien.* Par exemple, il existe un livre sur lequel je m'appuie beaucoup, qui est ma bible en la matière, le livre de Jean-Marie Comiti\*\*, Bunifazzu e a se lingua, dans lequel je ne trouve pas de de subjonctif présent. Ce qui ne veut pas dire que ce temps n'existe pas, mais qu'il se traduit autrement. Tout simplement parce que c'était une langue exclusivement parlée et une langue du peuple, a lingua di u chiò\*\*\*. C'est un brassage linguistique, très bien défini par Alain Di Meglio comme un «*isolat linguistique*» ligure.»

Malgré ses caractéristiques et ses spécificités, U buniffazin reste une langue latine. De fait, on retrouve quelques similarités avec le corse d'un point de vue du vocabulaire. «*Par exemple, en corse on va dire «u pane» ou «u cane».* En bonifacien, ces deux termes peuvent se rapprocher et ont la même racine puisque l'on va dire «ün pan» et «ün can». À travers ces exemples, on s'aperçoit que le bonifacien, pourtant limité à la presqu'île bonifacienne, reste une langue à part entière, avec sa grammaire, son vocabulaire et sa



> ò *mazzacarò* «gobi»  
*caragò* «gros bigorneau»

> ó *chió* «coeur»  
*bió* «boeuf»  
*linzió* «drap»  
*bugió* «seau»

*L'exemple du bonifacien en tant qu'« isolat ligure » n'est pas une exception en Méditerranée. Outre Carloforte ou Calasetta, on peut également citer le monégasque ou le nissart.*



prononciation qui lui est propre, y compris par rapport au corse. » Aujourd'hui, l'évolution des modes de vie, l'imprégnation et la prédominance du français dans tous les domaines, ainsi que l'arrêt de la transmission de la langue par les locuteurs de naissance ainsi que les transformations démographiques de la population bonifacienne menacent la survie du parler local. « Lors du dernier recensement mené sur le bonifacien, la présidente de l'association Di Ghi di Scé, Anne-Marie Zurria, évaluait le nombre de locuteurs à 400. Ce nombre inclut surtout des quinquagénaires et des personnes plus âgées. Rare sont les jeunes à être encore en mesure de le parler. »

Au vu de ce constat, on pourrait être pessimiste. Ce qui n'est pourtant pas le cas de Léo Pieracci qui se refuse à voir disparaître sa langue maternelle et garde beaucoup d'espoir pour sa sauvegarde. « Il est difficile, certes, de trouver des solutions. Déjà, quand je raisonne sur cette problématique, j'essaie de comparer avec ce que l'on peut voir par ailleurs et m'appuyer sur les expériences passées. Pour le corse par exemple, beaucoup pensent que la solution passe par la co-officialité, ce qui, à Bonifacio, pour le bonifacien, semble difficile. La salut ne viendra que par un sursaut collectif. Celui-ci passe d'abord par les locuteurs de naissance qui, eux, ont baigné dans un environnement linguistique bonifacien. Ils doivent être en mesure de le transmettre à nouveau. Personnellement, sur ce sujet, je voudrais rendre hommage à ma maman, présidente de cette association, qui a été admirable, qui a su me transmettre depuis tout petit cette langue. Je dois également beaucoup à mon missià et à ma minà qui ne me parlaient qu'en Bonifacien. Je me souviens encore de ces paroles d'une chanson écrite par Ciprià di Meglio :

« Ün giurnu a me lingua drent'a cüna è intraia / È vusgi di me mari quand'iru piscinin [Un jour ma langue est rentrée dans mon berceau / C'est la voix de ma mère quand j'étais petit/enfant] » Ce sont des vers qui me parlent, qui me touchent car ma maman m'a toujours parlé bonifacien. À la maison ou à l'extérieur, même quand on allait faire les courses, elle ne me parlait qu'en bonifacien. Elle s'est d'ailleurs toujours investie dans l'éducation et la transmission au plan familial comme au travers de l'association. Cependant, si l'on peut voir le bonifacien se transmettre au sein de plusieurs familles, nombreuses sont celles à ne pas avoir fait ce travail-là. Et le déficit linguistique provient de là. »

Aujourd'hui, le bonifacien n'est pas inscrit au registre des langues régionales\*\*\*. Une démarche dans ce sens pourrait-elle faire évoluer les choses et inscrire le bonifacien dans un cadre éducatif institutionnalisé? « Je dirais que tout ce qui peut apporter une reconnaissance, une visibilité supplémentaire, est bon à prendre, estime Léo Pieracci. Cependant, je crois plus aux solutions qui viennent de la base avant d'obtenir un quelconque label. À une époque, il y avait un travail éducatif qui était fait par l'association dans le temps scolaire, au même titre que les langues arabe ou portugaise, sur la base du volontariat, et qui avait pour origine une concertation entre la mairie de Bonifacio et le rectorat. L'apprentissage du bonifacien n'étant plus autorisé dans le temps scolaire, l'association a continué son action pendant quelques années en proposant des cours tous les mardis après 16h30. Aujourd'hui, si les Bonifaciens ne manifestent pas leur volonté de se réapproprier leur langue, ce sera mission impossible. Alors c'est vrai que cela demande un effort personnel quotidien, il faut se faire violence. »

Autre difficulté à surmonter, les changements de mode de vie ou les évolutions technologiques. La langue bonifacienne étant très ancienne, son vocabulaire bien spécifique, comment régler le problème de cette adaptation, aux nouvelles technologies, aux nouveaux métiers et aux nouveaux modes de vie? Sur quelles bases se référer pour importer en quelque sorte les éléments nécessaires à la compréhension du monde moderne? « C'est une question un peu complexe. Je dirais qu'il ne faut pas chercher à obtenir une traduction au sens strict. Il faut peut-être trouver d'autres formules, peut-être utiliser plusieurs mots pour expliquer ce que l'on dirait en seul en français par exemple. On peut citer un exemple tout simple, d'un emploi aujourd'hui courant et qui n'existe pas en bonifacien : la télévision! »

L'exemple du bonifacien en tant qu'« isolat ligure » n'est pas une exception en Méditerranée. Outre Carloforte ou Calasetta mentionnées plus haut, on peut également citer le monégasque ou le nissart. Et des colloques ont déjà été organisés à Monaco sur la thématique des langues ayant pour racine le ligure : « J'ai eu l'occasion de partir à Monaco pour participer, en compagnie d'Alain et Matteu di Meglio, à un de ces colloques, dans le but de rapprocher les locuteurs de ces langues. Toutes ces langues ont de très fortes ressemblances entre elles. Dans le centre historique niçois, par exemple, des noms de rues rappellent fortement des noms que l'on voit à Bonifacio. Lors de ces rencontres, il y avait une réelle volonté de rapprochement entre ces communautés. »

Si aujourd'hui 7000 langues sont encore parlées dans le monde, 25 disparaissent chaque année, soit une toutes les deux semaines. Et le bonifacien pourrait être l'une des prochaines, compte tenu du nombre actuel de ses locuteurs. Cependant, là encore, Léo Pieracci se refuse à baisser les bras : « Il y a aujourd'hui des moyens technologiques que permettent de fixer des écrits et permettent également de conserver cette oralité. Un gros travail a été effectué par l'association, en éditant par exemple deux CD pour laisser une trace de cette langue. Des manifestations sont organisées pour maintenir ce lien linguistique unique. Il nous appartient de donner un second élan, au delà de l'association, à la promotion de la langue. On peut enclencher une nouvelle dynamique au travers de petites vidéos, de créations musicales, d'ateliers de lecture. On doit se servir des nouvelles technologies et non pas les subir\*\*\*\*. Je suis quelqu'un de profondément optimiste et je pense qu'il y a un brin d'espoir pour que cette langue survive, d'autant que je sens un intérêt certain, y compris chez les jeunes. C'est beaucoup de travail, nous en sommes conscients, mais la préservation de ce patrimoine est à ce prix-là »

E che campessi u bunifazzin. ■ Xavier LORENZI

\* Une enquête ethnographique auprès des soldats corses dans les camps de prisonniers allemands (1916-1917). Fond sonore classé au Registre de la Mémoire du Monde par l'Unesco. Consultable sur [https://www.isula.corsica/patrimoine/Une-enquete-ethnographique-aupres-des-soldats-corses-dans-les-camps-de-prisonniers-allemands-1916-1917\\_a87.html](https://www.isula.corsica/patrimoine/Une-enquete-ethnographique-aupres-des-soldats-corses-dans-les-camps-de-prisonniers-allemands-1916-1917_a87.html)

\*\* Jean Comiti est maître de conférence de langue et culture corse, spécialisé en linguistique et socio linguistique, chercheur au centre d'études corses de l'université de Corti et membre du jury du CAPES

\*\*\* on peut retrouver un atlas sonores des langues régionales et minoritaires sur internet à cette adresse : <https://atlas.limsi.fr>

\*\*\*\* un lexique français-bonifacien est également disponible sur la toile : [http://gcompa.free.fr/site\\_b\\_dialecte/b\\_lexique\\_fb.html](http://gcompa.free.fr/site_b_dialecte/b_lexique_fb.html)



# Bulletin d'abonnement

À remplir et à retourner sous enveloppe affranchie à :  
ICN CorsicaPress éditions • Immeuble Marevista • 12, Quai des Martyrs • 20200 Bastia

## JE M'ABONNE

- Pour un an à la version papier pour **60€**       Pour un an à la version web pour **30€**  
 Pour un an à la version papier plus version web pour **65€**

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ VILLE : \_\_\_\_\_

**Pour recevoir la confirmation de mon abonnement et les informations liées à mon compte client, j'indique mon adresse e-mail (en capitales) :**

EMAIL : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

Je désire recevoir gratuitement la newsletter d'ICN

J'accepte de recevoir les informations d'ICN  Oui  Non  
et de ses partenaires  Oui  Non

### Ci-joint mon règlement par :

Chèque à l'ordre d'ICN  Carte bancaire

N° :

Expire fin : \_\_\_\_\_ Clé : \_\_\_\_\_ Les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire

Date et signature obligatoires

CORSICAPRESS ÉDITIONS SAS • RCS BASTIA 528 790 033



[WWW.CORSEPISCINE.COM](http://WWW.CORSEPISCINE.COM)

### AGENCE DE PRUNELLI

Z.I. de Migliacciaru  
20243 Prunelli

**04 95 58 28 97**

### AGENCE DE BORGIO

Lieu-dit Valrose  
20290 Borgo

**04 95 31 69 16**

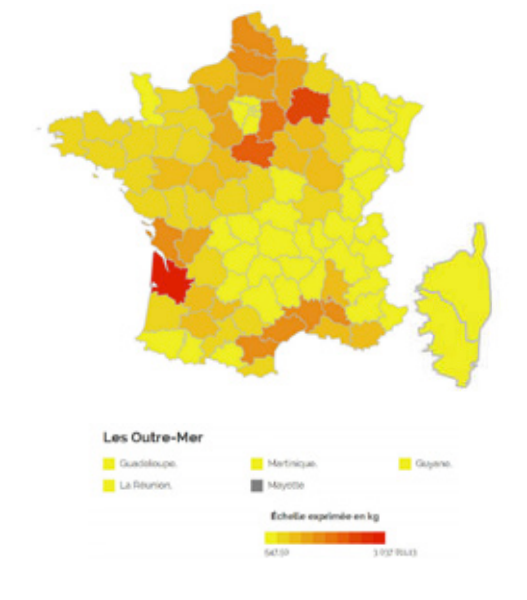
### SERVICE COMMERCIAL

**06 73 54 19 19**

## ACHATS DE PESTICIDES

### Un palmarès des départements

Après une première publication en 2018, consacrée aux ventes de pesticides, l'association de défense de l'environnement Générations Futures a cette fois rendu publique une nouvelle carte de France interactive des achats de pesticides par département et par catégorie de pesticides. Elle s'appuie sur les données déclaratives correspondant aux achats de substances actives phytosanitaires (le code postal indiqué est donc celui de l'acheteur), extraites des ressources pour la dernière année disponible, à savoir 2019, sur le site Répertoire des données publiques sur l'eau, qui offre un accès libre aux données sur l'eau, les milieux aquatiques et leurs usages. La loi sur l'eau et les milieux aquatiques a en effet institué l'obligation pour les distributeurs de produits phytosanitaires de déclarer leurs ventes annuelles auprès des agences et offices de l'eau dont dépendent leurs sièges dans les conditions fixées par ces dernières. Cette déclaration vise à permettre de suivre les ventes sur le territoire national afin de mieux évaluer et gérer le risque « pesticides » mais aussi d'établir le montant de la redevance pour pollutions diffuses pour chacun de ces distributeurs. L'association a considéré les tonnages de substances actives seules et, pour chaque département, a ensuite réalisé la somme du tonnage de toutes les substances actives achetées sur l'année, afin de déterminer les départements où l'on achète le plus de pesticides. Elle a également dénombré le total des achats par substance active et par département, afin d'établir un classement des départements. Les 5 départements présentant le tonnage d'achat de pesticides le plus élevé pour 2019 sont, par ordre décroissant: la Gironde, la Marne, le Loiret, la Seine-et-Marne et la Somme. Générations Futures a également établi un palmarès Glyph'Awards des départements les plus concernés par les achats de glyphosate: la palme va à la Charente-Maritime, suivie par la Gironde et la Marne. La Corse-du-Sud se classe 89<sup>e</sup> au classement pour l'achat total de substances actives, avec 39 803,37 kg achetés pour 62 769,26 ha de surface agricole utile, soit un rapport de quantité d'achats par unité de surface de 0,63; les principaux produits qui y sont achetés sont le soufre total (fongicide), le kaolin (insecticide), l'huile de vaseline (insecticide) puis le glyphosate. La Haute-Corse, elle, occupe le 61<sup>e</sup> rang, avec un total de 273 170,64 kg de substances actives achetées pour 105 126,24 ha de surface agricole utile, soit un rapport de quantité d'achats par unité de surface de 2,60; et au top 3 des produits qui y sont les plus achetés figurent le soufre total, l'huile de vaseline et le glyphosate, le kaolin venant en 4<sup>e</sup> position. La carte interactive et les fiches détaillées par département sont disponibles sur le site de l'association [ /www.generations-futures.fr/cartes/carte-achats-pesticides-2019/ ] ■ AN



## CRISE SANITAIRE ET COMMERCES DE PROXIMITÉ

### La Ville d'Ajaccio lance un observatoire

Déjà durement éprouvé en 2020 par deux périodes de confinement, le secteur du commerce et de l'artisanat de proximité est toujours fragilisé par l'extension du couvre-feu à 18 h qui s'applique en Corse, avec des retentissements à prévoir sur les chiffres d'affaire. Alors qu'on ne dispose actuellement d'aucune visibilité, aucun calendrier quant à un « retour à la normale », la Ville d'Ajaccio a lancé un observatoire du commerce et de la consommation. L'objectif affiché est de « disposer de ressources » permettant d'accompagner au mieux commerçants et artisans. Il vise en effet à observer et analyser en continu les évolutions de l'offre commerciale du centre-ville ajaccien et ainsi d'ajuster les actions de la ville. L'observatoire se propose ainsi de « récolter des données essentielles sur l'offre commerciale du cœur de ville, de mieux appréhender le marché immobilier commercial et d'apprécier pleinement les attentes des consommateurs ». Aussi, les commerçants et artisans commerçants seront-ils régulièrement sollicités par le biais de questionnaires et d'enquêtes de terrain. Ils seront tenus informés de tous les retours émanant de ces enquêtes et questionnaires. ■ AN

**55 %**

Les chiffres de la semaine

des jeunes ont des problèmes de sommeil dont 38% les lient au stress, et la proportion atteint 70% chez les étudiants isolés, selon une enquête OpinionWay pour la mutuelle Heyme qui à l'occasion de la Journée internationale du sommeil, a tenu à faire un bilan des effets du confinement et de la crise sanitaire sur le sommeil des jeunes. Réalisé du 21 au 29 septembre 2020, le sondage a porté sur 1005 étudiants âgés de 16 ans et plus.

**150**

Les chiffres de la semaine

millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans l'extrême pauvreté en 2021 du fait de la pandémie, alerte l'ONG Vision du Monde. Alors que selon les Nations unies, 235 millions de personnes dans le monde vont avoir besoin d'une assistance humanitaire en 2021, soit une hausse de 40% en un an, l'ONG observe une hausse de 60% des bénéficiaires de son aide financière permettant d'accéder aux biens de première nécessité.

**72,7 %**

Les chiffres de la semaine

d'opinions défavorables à l'instauration d'un passeport vaccinal en France notamment pour accéder aux lieux aujourd'hui fermés. Du 17 février au 7 mars 2021, le CESE a recueilli 110 507 avis de citoyens dans le cadre d'une consultation à ce sujet. Les avis défavorables pointent surtout l'atteinte aux libertés privées, l'incertitude sur l'efficacité et la sûreté des vaccins, la discrimination entre les citoyens que créerait ce dispositif.





Photo CAB

TRANSPORTS EN COMMUN

## Nouveaux bus hybrides pour la Cab

**La communauté d'agglomération de Bastia (Cab)** déploie deux nouveaux bus hybrides (thermique et électrique) sur la ligne 1 qui relie Toga à l'hôpital. Une mise en service qui constitue la « première étape de la volonté de la Cab d'aller vers une amélioration du service public de transports urbains ». Offrant chacun une capacité maximale de 90 passagers (dont 32 places assises), ces bus présentent l'avantage de réduire la consommation de carburant, le moteur thermique étant utilisé uniquement pour recharger les batteries du moteur électrique, permettant ainsi de réduire de 30 % par an et par bus l'émission de gaz à effet de serre. Ils sont par ailleurs dotés d'un plancher surbaissé, d'une rampe d'accès à la porte avant et d'une plate-forme à la seconde porte afin d'en faciliter l'accès aux personnes handicapées. L'investissement pour ces bus est de 870 216 € TTC (soit 435 108 € TTC l'unité) avec un financement de 60 % sollicités au titre du programme opérationnel européen PO-FEDER 2014/2020 – dont la Collectivité de Corse (CdC) est autorité de gestion dans le cadre de l'Investissement territorial intégré, les 40 % restant provenant pour moitié de la Cab et de la CdC. ■ AN

TRANSPORTS

## Bientôt un tarif « diaspora » dans l'aérien ?

**La diaspora corse** pourra-t-elle bientôt bénéficier d'un tarif préférentiel pour se rendre dans l'île par avion ? C'est en tout cas le souhait du Conseil exécutif de Corse. Le 13 mars dernier, son président, Gilles Simeoni, et la présidente de l'Office des transports de la Corse (OTC), Vanina Borromei, ont présenté le projet de tarif « diaspora ». Rappelant que depuis son accession aux responsabilités, la majorité territoriale « a érigé en priorité politique l'implication de la diaspora corse dans la construction et la mise en œuvre du projet politique porté au service de la Corse et des Corses », ils ont indiqué travailler depuis deux ans sur le coût des transports, « facteur essentiel dans la conservation et le renforcement des liens entre les Corses de l'extérieur, et plus largement de l'ensemble des personnes ayant un lien pérenne avec l'île ». Si, conformément au droit communautaire, les nouvelles dispositions du tarif résident exigent désormais une résidence effective sur l'île, l'exécutif a souhaité engager des travaux pour que la diaspora puisse bénéficier d'un tarif préférentiel inscrit dans un cadre juridique sécurisé. Dans cette entreprise, il a été mis en évidence que le droit administratif français reconnaît bien « la notion de centre des intérêts matériels et moraux sur le territoire d'origine au bénéfice leur famille ou de leurs intérêts dans le territoire ultra marin ». Le projet prévoit qu'afin d'octroyer le tarif « diaspora », seront examinés « la qualité, la densité, et la profondeur des liens avec la Corse, objectivés par un faisceau d'indices ». Dans cette optique, le projet actuel propose de retenir comme critères « la naissance en Corse du demandeur ou de l'un de ses ascendants au premier ou au deuxième degré ; la résidence permanente en Corse des ascendants au premier ou au deuxième degré du demandeur ou de l'un de ses enfants ou de l'un de ses frères et sœurs ; l'inhumation en Corse du conjoint, de l'un des ascendants au premier ou au deuxième degré du demandeur ou de l'un de ses enfants ou de l'un de ses frères et sœurs ; la scolarité obligatoire effectuée en Corse par le demandeur, en tout ou partie (au moins l'équivalent d'un cycle, soit trois ans) ; la propriété d'un bien immobilier en Corse par le demandeur en pleine propriété, usufruit ou indivision ». Au moins trois d'entre eux devront être réunis pour que le demandeur puisse accéder au tarif « diaspora » dont les prix devraient être calqués sur ceux de l'ancien tarif « résident ». Le projet doit désormais être présenté à l'Assemblée de Corse lors de la session de mars. Des négociations devront par la suite être engagées avec la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) et « si nécessaire » avec la Commission européenne. Le Conseil exécutif espère une entrée en vigueur de ce tarif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022. ■ MP

Les chiffres de la semaine

3

millions d'euros investis pour la rénovation énergétique de deux résidences universitaires du Crous de Corse, situées sur le campus Grimaldi de l'Université de Corse. Ces deux projets de rénovation ont été retenus dans le cadre du volet écologie du plan France Relance, lequel se traduit notamment par la rénovation énergétique des bâtiments publics de l'État, de l'Enseignement supérieur et de la recherche et de la vie étudiante.

Les chiffres de la semaine

250 000

transactions immobilières annulées en 2020 à cause de la Covid-19, la crise sanitaire ayant fait baisser le pouvoir d'achat (-0,5 %) et entraîné une légère augmentation des taux d'intérêt de février à mai 2020, indique le courtier en prêt immobilier Credixia. Qui précise que 2021 connaît une augmentation de 10 % des demandes de prêt par rapport à 2020, justifiée en partie par des taux exceptionnellement bas : 1,03 % pour un emprunt sur 20 ans en février 2021.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

7 927 071

euros : c'est le montant de la dotation quinquennale allouée par la Collectivité de Corse à la commune d'Ajaccio pour la période 2020-2024, soit une dotation supplémentaire de près de 1,7 M€ (+ 18 %), par rapport à la précédente dotation, a tenu à rappeler le Conseil exécutif de Corse. Le 10 mars dernier, un élu de la majorité municipale ajaccienne avait affirmé que sa ville était la seule où le montant d'intervention de la CdC avait été abaissé.

COMITÉ D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

## UN ENGAGEMENT CITOYEN



Christiane Pietri



Stella D'Amore

**Le Comité d'évaluation des politiques publiques (CEPP) voulu par Jean-Guy Talamoni, le président de l'Assemblée de Corse, est en place. Il est élu pour 5 ans et dépassera donc la durée de l'actuelle mandature. Parmi ses 53 membres, 10 citoyens tirés au sort et dont la voix, à titre individuel, aura autant de poids que celle des syndicalistes, des institutionnels ou des représentants d'associations. Quant aux élus, ils ne participeront pas aux votes mais assisteront aux réunions. Mais qu'est-ce qui a amené ces citoyens à s'engager?**

**Rencontre avec Christiane Pietri et Stella d'Amore, les deux vice-présidentes du Comité.**

**C**hristiane Pietri est du Cismonte. Elle est enseignante bilingue et directrice de l'école U Principellu, à Furiani. Stella d'Amore est pumuntinca. Après avoir travaillé à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes au ministère de l'Économie, elle a été détachée à la Direction de la santé de la Commission Européenne à Bruxelles. Deux profils différents et deux motivations intenses. Quand elles ont vu l'appel à candidatures, largement diffusé dans la presse et sur les réseaux sociaux, toutes deux ont voulu s'engager. «Personne ne savait s'il allait être retenu, raconte Christiane Pietri. Il fallait adresser sa candidature accompagnée d'un CV et d'une lettre de motivation par mail ou par courrier recommandé avec AR à la présidence de l'Assemblée de Corse. C'est ce que j'ai fait. On parle tant de défiance à l'égard du politique. Cette défiance existe sans doute, mais se contenter de donner des avis ou

de critiquer sur les réseaux sociaux, ce n'est pas une démarche constructive. D'autant qu'on ne peut pas prétendre connaître les dossiers a priori. C'est cette option qui m'a intéressée. Au sein du comité, j'aurai la possibilité d'avoir les éléments pour savoir de quoi il retourne. Et la possibilité de donner un avis éclairé et j'espère, efficace.» «Nos candidatures déposées, ajoute Stella d'Amore, nous attendions le tirage au sort fait par voie d'huissier. J'ai été heureuse d'apprendre que j'avais été retenue et que je pourrais participer activement à une démarche que je considère comme novatrice. Le fait qu'on permette à des citoyens de réfléchir directement aux politiques publiques, d'avoir un œil sur l'utilisation des fonds engagés et sur leurs effets pour les personnes ciblées me semble être un bon mécanisme.»

Lors de leur première réunion, qui a eu lieu en visio-conférence, puis des réunions suivantes, dont une en présentiel à Corte, elles



## COMPOSITION DU CEPP

Le Comité d'évaluation des politiques publiques a été totalement refondé sous l'impulsion de Jean-Guy Talamoni. Cette refondation s'inscrit dans le contexte particulier de la création d'une collectivité unique, la CdC, de l'accroissement de ses compétences, mais également des réflexions menées autour des dérives mafieuses de l'île. À l'initiative du président de l'Assemblée de Corse, deux autres organes ont été mis en place : la Commission de déontologie et la Questure.

Le CEPP regroupe 53 membres. Il comprend, parmi les membres permanents de l'Assemblée de Corse, 7 élus de l'Assemblée dont son président, le président de l'Exécutif, 1 représentant de l'Assemblea di a Ghjuventù, 3 membres de l'administration de la CdC, 1 membre du Conseil économique, social, environnemental et culturel (Cesec) et 4 représentants du personnel. Le 1<sup>er</sup> collège qui regroupe les personnalités extérieures compte 20 membres : 6 représentants des chambres consulaires (CCI, métiers, agriculture...), 3 représentants des organisations professionnelles d'employeurs (Medef, U2P, CPME), 1 représentant de l'Université de Corse, 6 représentants des organisations de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, STC), 2 représentants pour les collectifs anti-mafia et les 2 représentants des maires de Corse. Le 2<sup>e</sup> collège des personnalités extérieures regroupe 3 membres des associations environnementales, (U Levante, Zeru Frazu, ABCDE), 3 membres d'associations culturelles (Praticalingua, Scopre, Musanostra) puis il y a les 10 représentants des citoyens. ■

ont eu le plaisir de découvrir qui étaient les autres membres du comité : « Parmi les citoyens, les profils et les âges sont très divers, soulignent-elles, et l'engagement évident : tous ont été présents à chaque fois. Urbain, périurbain, rural, fonctionnaire, étudiant, retraité, jeune actif... nous avons une forme de condensé de notre société. Nous nous retrouvons avec les présidents de l'Assemblée et de l'Exécutif, les chefs de groupes élus, des institutionnels, des syndicalistes, des représentants d'associations, etc. Tous ont une parole à porter et nous pouvons débattre pour avancer. Les échanges ont été cordiaux, les gens s'écoutent. C'est de bon augure. Et même si nous n'avons qu'une vocation consultative, cette structure, collégiale et variée, est un bon exemple de démocratie. Nous saurons faire entendre notre voix. » Après les votes de la présidence, des vice-présidences, la désignation du bureau, la rédaction en cours du règlement intérieur – car une structure nouvelle demande du temps pour sa mise en place – c'est une réflexion sur les dossiers à étudier qui s'ouvre. « Le comité débute à peine et l'évaluation des politiques publiques n'est pas un domaine simple à aborder, remarque Christiane Pietri, je souhaite d'ailleurs que nous ayons une formation. Cependant, même si cette évaluation demande une certaine expertise, nous, citoyens n'avons pas à être des experts. En revanche, nous pourrions travailler en toute indépendance, obtenir l'intégralité des dossiers que nous souhaiterions aborder, avoir accès à toutes les pièces, auditionner les personnes concernées, qu'il s'agisse de politiques, d'institutionnels, de chefs d'entreprises ou autres. Puis inviter des experts pour avoir leur avis, afin de rendre des rapports tout à fait circonstanciés. » D'autant, ajoute Stella d'Amore, « que les citoyens sont les personnes directement impactées par ces politiques. Elles sont les mieux à même de se rendre compte de ce qui marche ou ne marche pas. Si on prend l'exemple de la politique des transports, ceux qui vivent dans les villages de l'intérieur, et il y en a parmi nous, savent combien ne pas avoir de voiture est un handicap. Il n'y a plus de transports en commun, hormis le car qui amène les élèves au collège et que les adultes n'ont pas le droit d'emprunter. C'est une barrière pour l'accès à l'emploi, pour les loisirs des adultes comme des enfants qui ne peuvent bénéficier d'activités culturelles et sportives proposées dans des agglomérations

plus grandes, c'est une difficulté supplémentaire pour l'accès aux soins, aux services publics... Il en est de même pour le numérique, tellement important notamment pour les scolaires en cette période de crise sanitaire. Nous ne pourrions pas tout évaluer tout de suite, mais il nous faut prendre le temps d'étudier de façon approfondie des domaines précis pour voir quelles sont les mesures qui fonctionnent le mieux, celles qui ne fonctionnent pas et proposer des pistes d'améliorations. »

« La présidente, Mme Bereni-Canazzi, a dans un premier temps demandé à chacun d'entre nous de proposer deux thèmes sur lesquels travailler, précise Christiane Pietri. Nous voterons pour désigner ceux qui nous semblent les plus importants ou qui reviennent le plus souvent. Les demandes d'analyses sont nombreuses mais beaucoup concernent le quotidien des gens : la précarité, l'accès à la santé, au logement, à l'emploi, la lutte contre la mafia, la langue, l'environnement, mais aussi le téléphone et internet. Tout ne pourra être abordé en même temps, et il est préférable d'être humbles au départ pour être plus efficaces à l'arrivée. D'autant que nous avons la possibilité de travailler en commissions avant de présenter un pré-rapport à l'ensemble du comité. De plus des représentants des associations environnementales, anti-mafia, culturelles, etc. sont à nos côtés. L'essentiel est que nous soyons capables d'un travail collectif, collégial. »

L'enthousiasme des premiers temps passé, ce comité ne deviendra-t-il pas ce « énième comité Théodule » dont se gaussait le Général de Gaulle ? « L'intérêt de cette structure, c'est qu'elle est composée de personnes mais également d'organisations variées. Chacun a un regard différent sur les choses, une habitude plus importante de certaines situations. Nous, citoyens, ce que nous savons, c'est ce que nous vivons. Nous pourrions mettre plus facilement le doigt sur ce qui, dans les politiques publiques, a facilité notre quotidien comme sur ce qui a coûté et ne nous a rien apporté. Nous serons dans le concret. Pour ma part, j'y vais sur une base de confiance totale, ni pour la gloire ni pour l'argent. Nous voulons que les choses aillent mieux dans l'endroit où l'on vit, alors à l'image du colibri, si chacun peut apporter sa goutte d'eau, ça ne peut être que positif » conclut Christiane Pietri. ■ Claire GIUDICI

## LES SERVICES PUBLICS VOUS DONNENT LA PAROLE



***Le contact avec les administrations vous semble de plus en plus compliqué à établir ?  
Le dispositif Services Publics+ promet d'associer les usagers à l'amélioration de toutes  
ces instances essentielles au quotidien.***

Socle fondamental au système français, le maillage de services publics est pourtant régulièrement mis à rude épreuve par les gouvernements successifs. Les usagers en sont d'ailleurs bien conscients ! En 2019, un sondage BVA révélait que si 72 % des personnes interrogées étaient satisfaites de l'offre dont elles disposaient, 53 % pointaient tout de même une dégradation de la qualité des services publics depuis dix ans.

### **TÉMOIGNEZ, TESTEZ, ÉVALUEZ**

Afin de redorer le blason des administrations, l'État a décidé de jouer la carte du collaboratif en organisant une sorte de grand brainstorming national à travers son nouveau dispositif Services Publics+. Côté communication, neuf engagements sont mis en avant par les autorités, depuis l'accueil des usagers avec bienveillance jusqu'au respect des délais de traitement des dossiers, en passant par une mise en contact facilitée et une orientation adéquate vers le bureau compétent.

Or, justement, l'un de ces leitmotifs est de prendre en compte les avis des utilisateurs pour améliorer les procédures existantes. Tout citoyen peut dès lors partager son témoignage en ligne afin de faire part de sa satisfaction ou, plus constructif, de ses mésaventures administratives ! Vous pouvez encore donner votre opinion sur des formulaires et documents trop complexes ou mal formulés. Et pour les plus motivés, il est même possible de s'inscrire pour devenir usager testeur ! Dans ce cadre, vous serez alors consulté dès qu'un nouvel essai d'amélioration est disponible afin de l'expérimenter et de rendre compte de votre expérience. ■ LSP

*Vous voulez faire entendre votre voix ?*

*Rendez-vous sur [www.plus.transformation.gouv.fr/usager](http://www.plus.transformation.gouv.fr/usager)*





Photo DR

# LES POURQUOI DU TRI SÉLECTIF

*Comme tout le monde, vous vous êtes mis au tri sélectif et, comme tout le monde, vous en êtes plutôt fier.*

*Malheureusement, vous n'êtes pas toujours au point quand il s'agit de savoir dans quel bac jeter certains emballages.*

*C'est vrai ça, pourquoi peut-on recycler les flacons de gel douche et pas les pots de yaourt ?*

*Et les bouteilles en verre munies d'une armature en métal, on en fait quoi ?*

*Pour bien comprendre comment trier, encore faut-il savoir exactement pourquoi on le fait.*

*Voici de quoi devenir un recycleur éclairé...*

## POURQUOI NE PEUT-ON PAS JETER SA VIEILLE VAISSELLE TRANSPARENTE DANS LE BAC À VERRE ?

Le verre culinaire n'a pas la même composition chimique que le verre d'emballage. Lorsque vous jetez des bouteilles, des pots ou des bocaux au recyclage, le verre d'emballage récupéré sert à fabriquer du calcin de récupération, c'est-à-dire un conglomérat de verre broyé et nettoyé utilisé par les verreries comme matière première. Or, le verre culinaire, de par sa composition, ne peut pas entrer dans l'élaboration du calcin.

## POURQUOI NE PEUT-ON PAS JETER LES EMBALLAGES TRIÉS LES UNS DANS LES AUTRES ?

Bien sûr, ça fait gagner de la place dans le bac sélecteur, mais ce n'est vraiment pas pratique pour le personnel du centre de tri qui perd énormément de temps à séparer les emballages. Ceux-ci doivent en effet être triés par matériau pour pouvoir être recyclés. Alors, imaginez le bazar quand vous mettez la bouteille de lait dans la boîte de conserve, elle-même glissée dans le paquet de céréales !

## POURQUOI NE DOIT-ON PAS LAVER LES EMBALLAGES AVANT DE LES JETER ?

Parce que c'est inutile et donc peu écologique. Pas besoin de gaspiller de précieuses ressources naturelles comme l'eau ou d'augmenter votre consommation de produits polluants comme les

détergents. Il suffit de bien débarrasser les emballages à jeter de leurs déchets.

## POURQUOI NE PEUT-ON PAS JETER LES POTS DE YAOURT DANS LE BAC DE TRI ?

À l'heure actuelle, seuls les bouteilles et flacons en plastique peuvent être recyclés car les deux matériaux qui les composent, le PET et le PEHD, sont les seuls à posséder des filières de recyclage. Même si des expérimentations sont actuellement menées pour étendre celles-ci à d'autres matériaux plastique comme ceux des pots ou des barquettes, pour l'instant, ceux-ci doivent se contenter d'aller rejoindre les déchets ménagers dans votre poubelle.

## POURQUOI NE FAUT-IL PAS JETER À LA POUBELLE LES BOCAUX QUI ONT UNE MONTURE MÉTALLIQUE ?

Il est vrai que certains bocaux et bouteilles se ferment grâce à une armature métallique et l'on pourrait de ce fait penser qu'ils n'ont pas leur place dans le bac de tri. Erreur : eux aussi peuvent être recyclés puisque la partie métallique sera éliminée au centre de tri.

## ET LES BOUCHONS ?

Alors, les bouchons et capsules, on les enlève ou non avant de jeter son verre ? Cela n'a pas grande importance car ils seront ôtés de toute façon. Il est cependant préférable de les enlever vous-même avant le dépôt, de façon à faciliter le travail du centre de tri... ■ LSP

Photo DR

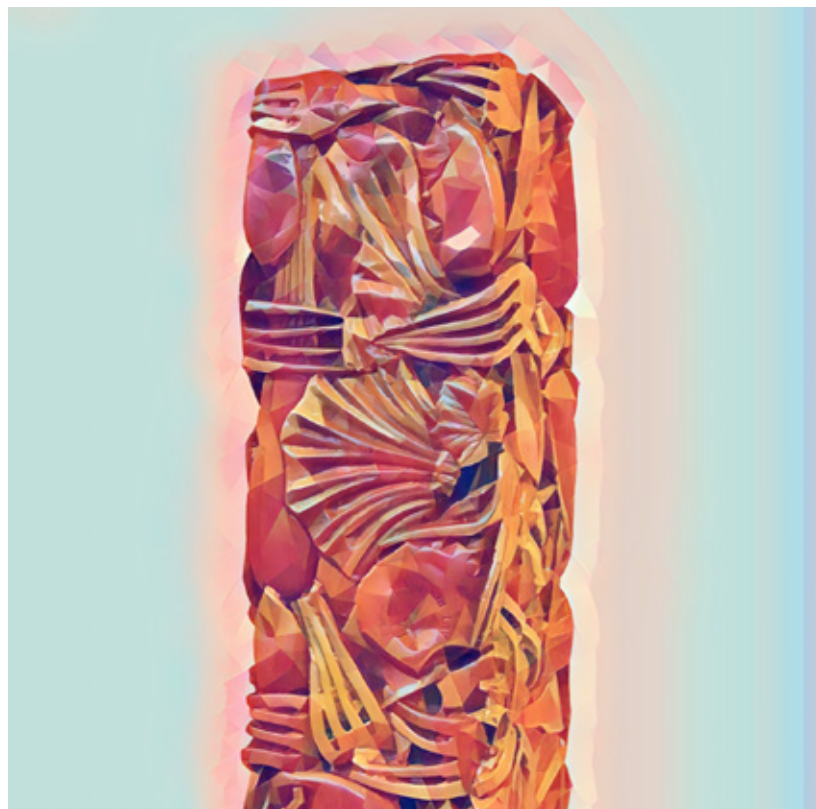
# CARNETS DE BORD

## LES CÉSAR, TWITCH

## ET LES LETTRES

## DE JEAN D'O

par Béatrice HOUCARD



**O**n en parle? On oublie? Allez, on en parle parce qu'un naufrage pareil, en direct à la télévision, ça n'arrive pas tous les soirs. Les César, bien sûr! Les mots manquent, même avec quelques jours de recul, pour qualifier ce festival de vulgarité, d'égoïsme, d'indécence, dominé par des blagues «pipi-caca» qu'on croyait réservées aux cours de récréation, de revendications contre tout et rien. Sans oublier les geignements qui riment, ça tombait bien, avec saignements, ceux des tampons dont Corinne Masiero avait décoré (?) ses oreilles avant de se dénuder sur scène. Une Corinne Masiero qui, quelques semaines plus tôt, tournait normalement dans le Val de Loire des épisodes de *Capitaine Marleau* destinés au service public, une série financée par la redevance et donc par les contribuables.

Les César 2021 furent un festival, non de cinéma (sujet dont il fut finalement assez peu question, sauf dans les hommages à nombre de morts illustres) mais d'exposition de nombrils de la part d'un monde culturel qui se croit seul au monde et qui est incapable d'avoir un mot d'empathie pour les victimes ou pour les soignants; un monde certes touché depuis un an par la pandémie et la fermeture des salles, mais ni plus ni moins que beaucoup d'autres secteurs: les commerces, les restaurateurs, le tourisme, l'événementiel, les artisans, etc.

Il est même moins touché que d'autres, puisqu'habituellement sous perfusion d'argent public et avec un statut des intermittents unique au monde et qui a permis au cinéma français de continuer d'exister. Les intermittents vont bénéficier, tant mieux, d'une «année blanche» pour toucher des indemnités chômage financées par les cotisations sociales donc par tous les salariés, y compris ceux qui ne mettent jamais les pieds au cinéma.

Toutes les professions n'ont pas cette chance mais oser un «merci» aurait sans doute écorché la bouche des pleureuses et pleureurs des César. Viser le ou la ministre de la Culture a toujours été un rituel. Roselyne Bachelot, qui n'est pas suspecte de ne pas aimer les artistes et a négocié pour la culture plus de deux milliards dans le plan de relance et débloqué 1,2 milliard pour le cinéma, n'a recueilli qu'invectives et mépris.

La soirée des César s'est déconsidérée dès les cinq premières

minutes, avec cette diatribe de la maîtresse de cérémonie, Marina Foïs: «*Ce virus tue surtout les vieux et les gros. Comme ça tue surtout les vieux, on a enfermé les jeunes et fermé les cinémas, les théâtres, les musées et interdit les concerts pour ouvrir les églises, car on est un pays laïc.*» On reste pantois devant tant de bêtise concentrée. «*Ils sécrétaient une antipathie absolument incroyable*», a commenté trois jours plus tard Roselyne Bachelot sur RTL alors que Gérard Jugnot, César d'honneur avec l'équipe des «Bronzés», notait très justement: «*Ce n'est pas ça qui va donner envie aux gens de retourner au cinéma...*»

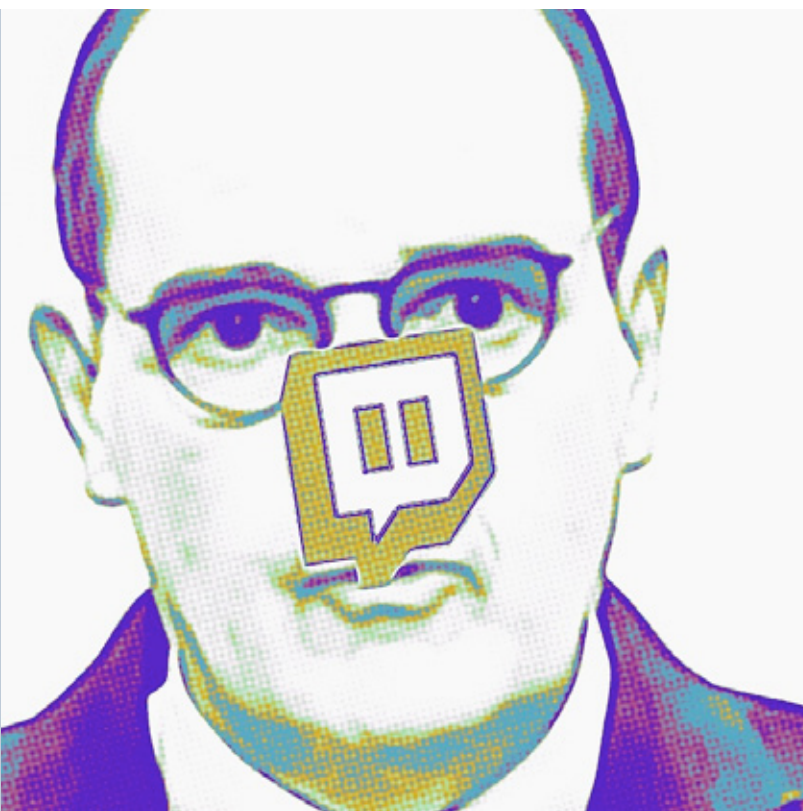
Domage, car le palmarès a couronné de beaux films, d'*Adieu les cons* à *Deux* ou de bons acteurs comme Laure Calamy et Sami Bouajila. On peut d'ailleurs se demander s'il n'y avait pas un message subliminal dans le fait de couronner *Adieu les cons*. Était-ce le clin d'œil mal élevé des votants des César au public ou le bras d'honneur des téléspectateurs (ils n'étaient qu'1,6 million devant leur écran, ce sera encore moins l'année prochaine) à cette pseudo «grande famille du cinéma» qui s'est, ce soir-là, tiré plusieurs balles dans le pied? À quelques années près, on aurait aimé, ex-aequo avec l'excellent *Drunk*, pouvoir décerner le César du film étranger à *Titanic*.

### POLITIQUES CHERCHENT JEUNES ÉLECTEURS

Au milieu des années 1980, face au désintérêt grandissant des plus jeunes pour la politique, femmes et hommes politiques avaient commencé de fréquenter d'autres émissions que les journaux télévisés et les formats politiques traditionnels. On avait vu Jacques Chirac dans l'émission de de Patrick Sébastien un samedi soir, Lionel Jospin chanter *Les feuilles mortes* (le contre-emploi total pour l'austère socialiste) et Martine Aubry donner le coup d'envoi d'une longue liste d'invités du canapé rouge de Michel Drucker sur France 2. Quand on leur demandait ce qu'ils allaient faire dans le monde des variétés, tous répondaient: «*Beaucoup de gens ne regardent plus les émissions politiques. On va donc là où on peut les atteindre.*»

En 2021, on n'en est même plus là. Les plus jeunes n'écoutent pas la radio et regardent de moins en moins la télévision. Même Face-





Illustrations d'après photos DR

book est déjà dépassé. On a vu Emmanuel Macron en décembre répondre aux journalistes de *Brut*. Dimanche dernier, c'est Jean Castex qui s'est frotté à la nouvelle plate-forme à la mode, Twitch. Au micro du journaliste Samuel Étienne mais avec les questions des «vieweurs» [ils étaient 587000, ce n'est pas rien] qui commentent parfois cruellement en temps réel, le Premier ministre a joué le jeu mais constaté qu'il est plus facile d'enlever sa cravate que d'oublier la langue de bois. François Hollande avait été plus à l'aise quelques jours plus tôt: il est plus facile de se lâcher quand on n'est plus au pouvoir. La campagne présidentielle de 2022 se jouera aussi sur ces plateformes.

### DES LETTRES AUX SMS

On croule sous les bons livres ces temps-ci et lire change les idées. Pendant ce temps-là, on ne pense pas aux polémiques sur l'AstraZeneca. Les bons livres s'accumulent et on en viendrait presque [mais seulement «presque»] à souhaiter que le couvre-feu dure encore longtemps pour avoir le temps de tous les lire. J'en ai retenu trois.

Pour ceux qui aiment la politique, il y a *La conseillère* (Éditions Fayard). Olivier Faye, journaliste au *Monde*, y raconte le singulier destin de celle que la presse américaine avait qualifiée de «*femme la plus puissante de France*», Marie-France Garaud. Le nom ne dit pas grand-chose aux plus jeunes qui sont sur Twitch, et pourtant! Aux côtés de Georges Pompidou à Matignon et à l'Élysée puis accompagnant avec son complice Pierre Juillet l'envol de Jacques Chirac jusqu'en 1979, lui soufflant l'idée de claquer la porte au nez de Giscard, de créer le RPR et d'évoquer «*le parti de l'étranger*» avant les élections européennes de 1979 [année de leur rupture politique et amicale], «Marie-France» menait tout le monde à la baguette et avait le sens de la formule qui tue. Un exemple parmi d'autres: «*Je croyais que Chirac était du marbre dont on fait les statues. En réalité, il est de la faïence dont on fait les bidets.*» La phrase est d'une rare cruauté et tord le cou à la légende selon laquelle les femmes en politique seraient plus généreuses que les hommes....

On [re] découvre dans *La conseillère* un monde politique dominé

par de sacrés poids lourds comme on n'en fait plus (Pompidou, Chirac, Giscard, Chaban-Delmas, Pasqua, Michel Debré, Jobert, Mitterrand, Chevènement...) mais aussi une époque où l'argent coulait à flots et sans contrôle sur les partis, où il n'y avait que trois chaînes de télévision et pas encore de réseaux sociaux. Au-delà de l'exercice biographique réussi, on est avec *La conseillère* dans l'histoire et dans l'anthropologie. C'est passionnant.

Dans *Vivre avec nos morts* (Grasset), Delphine Horvilleur, rabbin, raconte comment elle accompagne les familles quand rôde puis frappe l'ange de la mort, Azraël dans le judaïsme. À travers dix histoires, dans un livre qu'on ne peut résumer, on découvre à quel point la délicatesse des mots et des gestes, associée à une bonne dose d'humour juif, peut aider dans les moments les plus cruels de l'existence. «*Quand la mort surgit, dit Delphine Horvilleur, raconter la vie est tout ce qu'il nous reste.*» Son livre est toujours prenant et jamais triste. C'est un cadeau qu'on peut s'offrir dans toutes les bonnes librairies.

Enfin, il y a *Des messages portés par les nuages*, de Jean d'Ormesson (Collection Bouquins). On y retrouve l'écrivain tel qu'on l'a aimé: brillant, cultivé, drôle, rarement en colère mais ça lui arrive, obséquieux parfois [ah, sa double lettre de regrets à Edouard Balladur et de félicitations à Jacques Chirac en 1995!] mais tellement élégant qu'on lui a toujours tout pardonné.

On peut picorer dans ses lettres à François Mitterrand et Raymond Aron, François Mauriac, Marguerite Yourcenar, Emmanuel Berl, Jean-Edern Hallier et quelques dizaines d'autres. La vie politique et la vie littéraire y sont commentées mais comme c'est d'Ormesson, il y a aussi les vacances au ski ou à la mer, du soleil et de jolies femmes. Ce livre offre lui aussi un voyage de retour vers un monde vraiment disparu, sans doute définitivement, celui où l'on écrivait une longue lettre manuscrite pour rendre hommage à un mort, confirmer un rendez-vous ou s'excuser de ne pas être présent à une remise de décoration. Celle adressée à Jacques Julliard pour ce motif est un bijou d'humour et de littérature. Aujourd'hui, on enverrait des SMS, du genre «*Toutes mes condoléances, de tout cœur avec vous*», «*OK pour le 22 mars à 15h*» ou «*Désolée, je ne suis pas libre le 12 mars, il y a les César.*» ■

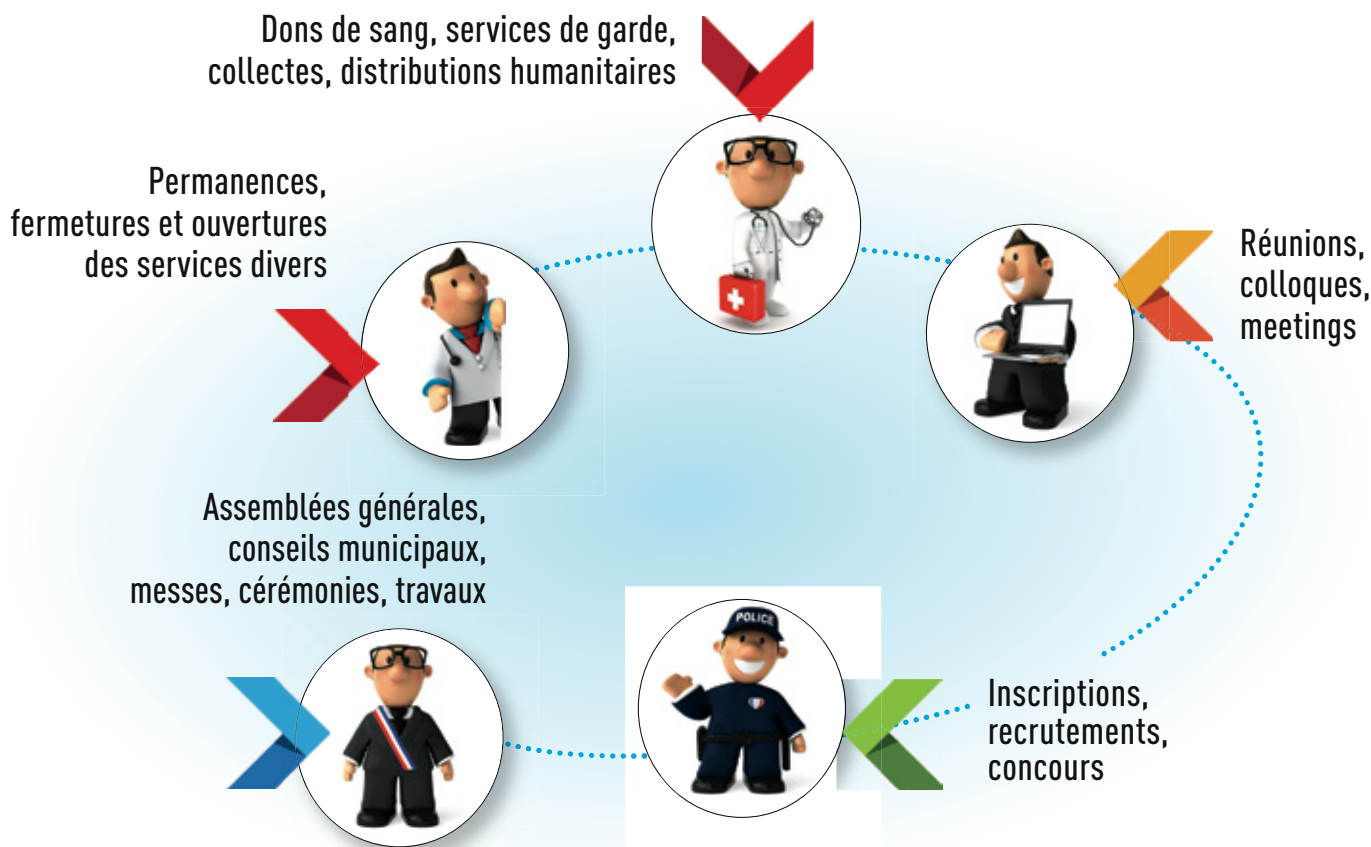
POUR ANNONCER GRATUITEMENT  
LES **RENDEZ-VOUS**  
DE VOS ASSOCIATIONS  
ET COMMUNES



**SERVICE  
GRATUIT**

# www.icn.corsica/publier-une-info

L'agenda en ligne de votre commune ou de votre association



**POUR COMMUNIQUER  
DANS L'AGENDA DE MA COMMUNE**

JE ME RENDS SUR

**www.icn.corsica/publier-une-info**

